

Relevés de faits économiques Haïtiens (Juillet 2005)

Date de publication : 1^{er} au 3 juillet 2005

1^{er} Article

Titre : Pour un système national de financement rural

1. Table ronde organisée par le Konsey Nasyonal pou Finansman Popilè (KNFP) le jeudi 30 Juin 05, pour envisager la conception d'un système national de financement rural. Ce projet devrait être le résultat d'une action concertée de l'état et des acteurs sociaux économiques, avec la participation des paysans en premier lieu.

Un document a été soumis à l'appréciation des participants pour critiques, suggestions en vue d'élaborer une politique rurale dont la finalité serait la création du SNFR (service national de financement rural).

D'après ce document, pour renforcer et élargir le financement rural, une action forte doit être engagée. Elle doit viser 4 objectifs complémentaires :

- Assainir la situation des acteurs du financement rural tant offreurs qu'utilisateurs
- Accroître le volume du financement rural à hauteur des enjeux
- améliorer l'insertion et l'utilisation des financements dans les projets qui les justifient
- Accroître la sécurité des financements par la mise en place de garanties et de système de contrôle adapté.

Le système financement rural, pour atteindre son objectif doit répondre à un minimum de condition qui actuellement ne sont pas ou ne sont qu'insuffisamment satisfaites. Ces conditions sont de trois ordres :

- La disponibilité de financement à proximité des utilisateurs
- L'appropriation des financements et de leurs mécanismes par les utilisateurs et L'insertion dans les projets de ces derniers.
- La sécurisation des financements.

A en croire M. FLEURISTIN, beaucoup de gens seraient prêts à investir dans le milieu rural mais l'absence de garanties pour amortir les risques liés à la finance et la sécurisation foncière crée parfois une certaine panique chez ces derniers.

Le directeur adjoint du ministère de l'agriculture, M. HENRICK MICHEL, qui représentait ce dit ministère, témoigne leur intérêt pour la thématique du financement rural. Interet qui peut se résumer en deux grands axes d'appui et d'intervention : le renforcement des capacités du bureau de crédit agricole

(BCA) et la création d'un service d'appui au financement rural au sein de la direction générale adjointe à la promotion du monde rural.

Au cours de ces débats, les différents participants ont fait valoir leur point de vue en ce qui a trait au système de financement rural et du crédit.

Mme Anne M. Marcelin de EFCS a posé le problème du crédit qui peut avoir plusieurs formes : crédits de consommation et crédits de production.

De son côté, M. Kesner PHAREL a avancé qu'on ne peut pas continuer à voir le monde rural comme une entité misérable qu'il faut soulager à coup de subvention. La valeur agricole d'un pays se juge à partir de son degré de compétitivité. Et pour être compétitif le monde rural qui représente plus de 60% de la population doit définitivement bénéficier des investissements en santé, en éducation en infrastructures de base.

Rappelons que des personnalités férues des questions financières et des représentants d'institutions de micro finance s'activant sur le terrain avaient pris part à ce débat.

2^{ème} Article

Titre : La chambre de commerce et d'industrie d'Haïti prend position

2. La CCIH sollicite l'aide du gouvernement Haïtien pour trouver une solution à la recrudescence des actes terroristes et criminels, au kidnapping, viols, non respect des propriétés privées et des enceintes universitaires, aux incendies et autres actes de vandalisme perpétrés en toute quiétude par des malfrats. qui semblent avoir un plan bien défini pour détruire l'économie haïtienne notamment du secteur des affaires.

3^{ème} Article

Titre : La BID approuve un prêt de 50 millions de dollars pour l'infrastructure de transport en Haïti

3. La banque interaméricaine de développement a annoncé le jeudi 30 juin 05 l'approbation d'un prêt assorti de condition libérale de 50 millions de dollars pour Haïti afin de réhabiliter le réseau routier et de rénover l'aéroport international et le port de P- au -P.

La BID constate que les principaux facteurs qui entravent le développement d'Haïti sont : les infrastructures routières presque inexistantes, les routes fréquentées actuellement sont en mauvaise état et les installations portuaires aéroportuaires délabrées. Ceci contribue en grande partie à la limitation de productivité, à augmenter les coûts de la logistique, et à rendre plus difficile la vie des haïtiens.

Composantes du programme

Le nouveau prêt financera la réhabilitation et la mise à niveau de quelque 170 km d'autoroutes et de ponts du réseau primaire d'Haïti et environ 300km de secondaires et tertiaires. Les travaux se dérouleront sur les tronçons existants, à

l'aide de béton bitumeux pour les routes d'accès aux centres urbains et les sections de routes à volume supérieur de trafic et à l'aide de traitement bitumeux de surface pour les sections à volume de trafic plus faible ce qui maximisera la couverture du projet .Un programme de signalisation pour les grandes autoroutes sera également financé.

La piste principale, la voie de circulation et l'aire de trafic de l'aéroport international feront l'objet de rénovation.

Des réparations seront effectuées aux jetés 1et 2 du port de la capitale .Le canal principal sera dragué, la route d'accès sera améliorée et une clôture sera érigée autour de son périmètre. Des investissements seront également consentis aux bouées et balises de signalisation du canal afin de garantir le passage sans danger des navires qui utilisent l'installation portuaire. Tenant compte de la complexité du projet et la nécessité de réaliser des études environnementales détaillées, les travaux de la composante débiteront après la 1ere année du programme.

Le programme financera par ailleurs des études pour la préparation d'un plan directeur d'infrastructure pour l'aéroport et des propositions visant la réforme du système de gestion aéroportuaire .Il viendra à l'appui d'une analyse des cadres aéroportuaires, d'une évaluation des l'infrastructure et des équipements et de la préparation d'un plan de travaux pour la capitale.

TAUX DE CHANGE		
	Achat	Vente
Taux maximum	40.3241	40.6204
Taux minimum	39.2462	40.2142
Taux moyen	39.9401	40.3269
Montant des Transactions	4.132	4.674

Date de publication : 4 au 5 juillet

1^{er} Article

Titre : Les échanges commerciaux avec Haïti rapportent \$800millions de dollars à la république dominicaine

1 –Les activités commerciales entre Haïti et la République Dominicaine ont génèrent annuellement plus de \$800 millions de dollars à la République Dominicaine. Selon l'ambassadeur Dominicain le commerce tant formel qu'informel a c augmenté cette année de 20% par rapport à l'année dernière.

La république dominicaine exporte vers Haïti une grande quantité de bananes, d'œufs et de nombreux autres produits tels que le lait, les sauces piquantes, du papier de toilette, des bougies et du ciment. 30% des producteurs avicoles de la région du cibao vivent directement des exportations vers Haïti. Ce qui explique l'importance considérable des activités économiques dans le nord de la république voisine. Ces dernières années, le commerce tant formel qu'informel entre la république Dominicaine et Haïti a connu une période extrêmement active en affichant une croissance de 20% comparativement à l'exercice précédent.

2^{ème} article

Titre : L'UNITE DE GESTION ET DE CONTROLE FISCALE (UGCF) DANS L'IMPASSE

2 - L'unité de gestion et de contrôle fiscale, structure de la direction générale des impôts fait face à de nombreux problèmes depuis que le climat d'insécurité s'est intensifié dans la métropolitaine.

En effet, cette unité qui prend en charge le contrôle fiscal des grandes entreprises (celle dont les chiffres d'affaires dépassent 10 millions de gourdes l'an) ne fonctionne plus comme avant puisque les contribuables évitent de plus en plus de se rendre à son local situé au bas de Delmas pour faire leurs déclarations définitives d'impôts. Ce qui risque d'influencer négativement les prévisions annoncées par les responsables de l'institution et constituer un manque à gagner pour le trésor public à environ deux mois de la fin de l'exercice 2004/2005.

La banque centrale qui assure le recouvrement des recettes de l'UGCF à décidé de se désengager de cette tâche .Les raisons évoquées par cette banque dans le cadre de cette soudaine décision seraient l'environnement peu sécuritaire de l'UGCF qui collecte les 2/3 des recettes nationales. Les responsables de l'administration fiscale haïtienne sont actuellement en train d'étudier les possibilités d'apporter, dans un délai relativement réduit, une réponse définitive à cette situation et une relocation de cette entité pour mieux aborder le prochain exercice fiscal dans les meilleures conditions de sécurité possible.

Le directeur des opérations à la DGI Mr LUSTIN Murray Junior a révélé une baisse enregistrée au niveau des recettes fiscales en raison de l'insécurité qui règne dans plusieurs quartiers de la capitale haïtienne. Sur un montant de 3.69 milliards de gourdes, initialement prévu, la DGI a recouvré 3.62 milliards, soit un déficit d'environ 70 millions de gourdes.

Haïti est classé en dixième position sur la liste des Etats en faillite selon le rapport de <<foreign policy>> et l'organisation<<fondation pour la paix>>.

TAUX DE CHANGE		
	Achat	Vente
Taux maximum	40.3564	40.0090
Taux minimum	39.1043	40.1036
Taux moyen bancaire	39.3938	40.3250
Montant des transactions	5.474	2.753

Date de publication : 6 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : TORTUG'AIR ETEND SES AILES SUR LES CAYES

- 1- La ligne aérienne Tortug'air a inauguré, le vendredi 1^{er} juillet, son vol P-au-P/Cayes. Pour l'ouverture de son nouveau comptoir à l'aéroport Antoine Simon de cayes, une vingtaine de personnes étaient invités à participer à ce premier vol.

Plusieurs officiels du gouvernement se sont présentés à la cérémonie officielle. On peut citer, le secrétaire d'état aux affaires sociales, Mme Laura L.BANATTE, le maire de la ville des cayes et le vice président de la chambre de commerce du sud, Mr Thierry VANTE.

Reconnaissant l'importance de l'expansion des voies de communication dans le processus de développement du pays, le maire a surtout mis l'accent sur le processus de décentralisation qui doit se faire dans un esprit de franche collaboration entre la mairie des cayes et les entreprises qui investissent dans le département du sud.

Le directeur de marketing de la tortug'air a promis aux clients éventuels de la compagnie d'agir avec rigueur et souplesse pour résoudre leurs problèmes et pour leur donner satisfaction.

2^{ème} Article

TITRE : NOUVELLE HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT

- 2- Le pays fait face actuellement à de nouvelle hausse du prix du pétrole. Ce nouveau réajustement de ce produit soulève encore une fois un flot de mécontentement, de grogne et d'indignation de la part des diverses franges de la société qui déjà digèrent mal l'escalade de plus en plus prononcée des prix des produits de première nécessité.

Les chauffeurs de transport s'estimant les premières victimes demandent au gouvernement de revenir sur sa décision. Une décision que l'état haïtien est impuissant à prendre vu la fluctuation de ce produit sur le marché international. L'état est incapable de subventionner le pétrole. Cette solution ne fera qu'aggraver la situation économique du pays. Il se voit dans l'obligation d'harmoniser les prix sur le marché haïtien avec les réalités internationales tout en protégeant les consommateurs locaux dans une certaines mesures.

3^{ème} Article

TITRE : LA DGI LANCE LE SIGNAL DE LA MODERNISATION ET DE LA DECONCENTRATION DE SES INFRASTRUCTURES.

3- La DGI se lance dans la modernisation et la décentralisation de ses principales activités à travers tout le territoire du pays. En effet, le lundi 20 juin 2004, il a inauguré un bâtiment rénové aux cayes devant loger la direction régionale des impôts.

C'est dans un souci d'améliorer les conditions de travail des agents et d'offrir un meilleur cadre aux contribuables, que la DGI a entrepris ces travaux.

D'autres districts fiscaux auront à bénéficier d'un cadre physique commode. Le projet de rénovation et d'agrandissement du cadre physique du siège des directions régionales des impôts et des agences locales des impôts, part du constat de délabrement des locaux abritant ces entités.

Ce projet a un triple objectif :

- amélioration de l'image de l'institution fiscale auprès des contribuables
- l'acquittement par ces derniers de leurs obligations fiscales dans de meilleures conditions
- Une meilleure motivation des agents dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes.

L'inauguration de ce coquet édifice a permis au staff directorial de la DGI de lancer leur politique de déconcentration avec la tenue en province pour la première fois de son conseil de direction trimestriel avec les directeurs centraux et régionaux. Cette politique pourrait aider à rehausser le rendement des provinces qui représentent actuellement moins de 3% des recettes fiscales globales collectées par la DGI.

TAUX DE CHANGE

	Vente	Achat
Taux maximum	40.6685	41.1471
Taux minimaux	39.5003	40.3584
Taux moyen bancaire	40.3365	40.8428
Montant des transactions	3.488	3.399

Date de publication : 7 juillet 2005

1^{er} Article

**TITRE : LA AMERICAN AIRLINES REDUIT SES VOLS ENTRE HAITI ET LES ETATS-UNIS
POUR DES RAISONS DE SECURITE**

1- La compagnie aérienne “Américan Airlines” a pris la décision de réduire leur nombre de vol en Haïti en raison de l’insécurité grandissante. Les avions rentrent presque vide P-au-P tant les gens ont peur de rentrer en Haïti. Par contre, ils repartent pleine vue la situation actuelle du pays, les haïtiens laisse le pays pour aller se réfugier ailleurs

Une décision qui est prise à l’approche des grandes vacances où les touristes ont l’habitude d’entrée en grand nombre pour participer aux champêtres.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	41.0036	41.4866
Taux minimum	40.2458	40.7304
Taux moyen bancaire	40.8312	41.1727
Montant des transactions	3.783	3.906

Date de publication : 8 au 10 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : PLAISANCE ET MARMELADE BENEFICIENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DE L'ACDI

- 1- Le jeudi 17 Juillet 05, un contrat d'une valeur de 4.8 millions de dollars canadiens est signé entre le ministre de l'agriculture Mr Philippe MATHIEU et le représentant de l'organisation des nations unis pour l'alimentation et l'agriculture. Ces fonds sont fournis par l'agence canadienne de développement international et sera géré par la FAO.

Le lancement des activités du projet de développement s'est déroulé en présence de l'ex président René Garcia PREVAL, de l'ambassadeur du canada en Haïti, Mr Claude BOUCHER, du maire de marmelade, Mr Charles Lhem JEAN, de celui de plaisance, Nicolas PRESENDIEU, des cadres de ministère de l'agriculture et de nombreux notables de la communauté.

Le maire de marmelade, dans son message de circonstance n'a pas caché sa grande satisfaction de voir le projet arriver à cette phase d'exécution. D'après lui, les lignes directrices tracées par l'ACDI, la FAO et le ministère de l'agriculture serviront de modèles pour les années à venir.

Le représentant de la FAO en Haïti, a rappelé l'origine de la FAO et les liens solides qui tissent les rapports de l'organisation avec ce pays. Il a fait remarquer que l'approche utilisée à travers ces projets est essentiellement axée sur la participation des communautés rurales entant que partenaires à part entière et preneurs de décisions, dans le choix, la conduite, la gestion des activités les concernant dans un contexte de développement local.

Le financement de cette initiative était prévu dans le budget fédéral du canada de février 2005 et s'inscrit dans le cadre de coopération intérimaire planifié depuis juillet 2004, lors de la conférence des bailleurs tenue à washington.

2^{ème} Article

TITRE : DENNIS EMPORTE UN PONT

- 2- Le passage de l'ouragan Dennis, sur la côte sud d'Haïti avec des vents atteignant les 225km/h, a occasionné beaucoup de dégâts matériels et de pertes en vie humaines.

Le plus grave incident répertorié est survenu près de Grand'goâve où au moins cinq personnes ont trouvé la mort suite à l'effondrement d'un pont sur la

national no2, après les inondations provoquées par les pluies qui se abattues sur cette ville.

Depuis jeudi, la route nationale no 2 est coupée en deux et des recherches sont en cours en vue de retrouver des disparus. Cependant la saison cyclonique, les risques d'effondrement d'autres ponts paraissent évidents, pour éviter le pire, le ministère des travaux publics devrait prendre des dispositions afin de prévenir d'autres catastrophes.

La direction de la protection civile a pour devoir d'informer davantage les populations concernées des risques encourus au moment des cyclones et autres catastrophes et des précautions à prendre lors de ces événements.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	41.1401	41.7554
Taux minimum	40.0147	41.0132
Taux moyen bancaire	40.9345	41.5566
Montants des transactions	1.953	2.101

Date de publication : 11 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : FUSION DE L'ADIIH ET DE L'APRONA

1-L'Association des Industries d'Haïti (ADIIH) et l'Association des Producteurs Nationaux (APRONA), viennent de se fusionner. Avec cette union, la nouvelle entité se présente comme un interlocuteur de poids.

La fusion est effective et se concrétisera dans un futur proche, par l'élection d'un nouveau conseil. Dans cette attente, les deux conseils d'administration se fusionnent sous la double présidence de Mme Maryse P. KEDAR et de M.Max EWALD.

2^{ème} Article

TITRE : ET SI ON DECENTRALISAIT

2-Le premier ministre en revenant des Etats- Unis a présenté l'exode rural comme le résultat évident de l'exode vers les villes de province.

L'une des retombées de l'insécurité à la capitale qui Mr.Gérard LATORTUE voit dans ce déplacement une chance pour la décentralisation. Il soulève ainsi toute la problématique de la ville capitale qui a phagocyté le reste du pays.

.....TAUX DE CHANGE.....

	Achat	Vente
Taux maximum	41.4910	41.2748
Taux minimum	40.4289	41.5996
Taux moyen bancaire	41.0776	41.7737
Montant des transactions	3.076	3.574

Date de publication :12 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : LES « PETITES VICTOIRES » DU CCI

1-Le comité conjoint de mise en œuvre et de suivi du cadre de coopération intérimaire a présenté à la primature, le bilan de la première année de ce programme.

A l'actif des résultats du CCI les responsables ont tenu à parler d'environ 200 écoles réhabilités, 300 kilomètres de route remis en état et de routes nouvelles, des dizaines de milliers d'emplois créés, et la mise en œuvre du programme de redressement économique, politique et social.

Les bailleurs de fonds estimaient qu'au 31 Mai 2005, quelque 400 millions de dollars avaient été décaissés aux titres : de la gouvernance politique et du dialogue, de la gouvernance économique et du développement institutionnel, de la relance économique et de l'accès aux services de base et à l'aide humanitaire, les quatre piliers du CCI. Une évaluation officielle du programme est en cours et présentera une liste exhaustive des réalisations du CCI pendant l'année écoulée.

Le CCI vise, selon un document émanant du COCCI, à promouvoir la réconciliation nationale et à coordonner les mesures destinées à répondre aux besoins de développement urgent et à moyen terme du pays. Le CCI a prévu quatre grandes priorités d'intervention consistant à :

- 1) Assurer une meilleure gouvernance politique et promouvoir le dialogue nationale
- 2) Renforcer la gouvernance économique et favoriser le développement institutionnel.
- 3) Promouvoir la relance économique.
- 4) Faciliter l'accès aux services de base et à l'aide humaine.

Parmi les nombreuses réalisations du CCI, l'alimentation en électricité a été maintenue, bien qu'à des degrés divers, à l'intérieur et à l'extérieur de P-au-P, les rues dans de nombreux quartiers sont nettoyées régulièrement, l'approvisionnement en eau a été rétabli et maintenu, et du matériel scolaire a été distribué pour garantir une bonne année scolaire.

Des emplois ont été créés dans un certain nombre de secteurs, notamment le secteur routier, l'agriculture et les projets de développement de proximité.

.....TAUX DE CHANGE.....

	Achat	Vente
Taux maximum	42.1737	42.6313
Taux minimum	40.5810	41.0938
Taux moyen bancaire	41.6932	42.2271
Montant des transactions	3.652	3.252

CRÉFINMA

Date de Publication : 13 juillet 2005

1^{ère} Article

TITRE : RONALDO ET ZIDANE ACCORDENT 120000 DOLLARS EN HAÏTI

1-Les footballeurs de renommée mondiale, Luis Nazario DA LIMA (Ronaldo) et Zinedine ZIDANE ont fait don de 120,000.00 dollars américain. Ces fonds doivent financer des projets humanitaires dans le plus grand bidonville haïtien, cité soleil. Lors d'une rencontre avec la presse, le mardi 12 juillet 2005 à la Primature, le Premier Ministre Haïtien Gérard LATORTUE , le représentant résident du programme des nations unis et un représentant du CISOPACCS, M. Faubert JEAN PIERRE ont signé deux projets ou ces fonds seront alloués.

Ces fonds seront administrés par le PNUD et les projets mis en œuvre par des ONG opérant à cité soleil. Le gouvernement haïtien, à travers les ministres concernés, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la mission des nations unis pour la stabilisation en Haïti sont tous impliqués dans la mise en œuvre de ces projets.

Ce don de 120000 dollars provient des recettes du match contre la pauvreté joué en décembre 2004 à Madrid, en Espagne, à l'initiative de Ronaldo et de Zidane dans le cadre de la campagne du PNUD << Faire équipe contre la pauvreté >>, et qui avait réuni une quarantaine des plus célèbres joueurs de football du monde et des célébrités de différentes autres disciplines sportives.

2^{ème} Article

TITRE : L'INFLATION A HAUSSE DE 1.72 % EN MAI 2005

2-Comparé au mois d'avril dernier, l'indice des prix à la consommation (base 100 en novembre 1996) de mai 2005 a enregistré un accroissement de 1.72% en passant de 362.05 à 368.26 en mai 2005.

Cette augmentation observée au cours de ce mois est surtout imputable au comportement à la hausse des indices des groupes "alimentation, boissons et tabac" (2.13%), "loyer du logement, énergie et eau" (0.89%), "transport (3.97%), et autres biens et services (1.15%).

L'alimentation, boissons et tabac" doit son augmentation au renchérissement de la viande de bœuf (3.14%), de la viande de porc (2.46%), de la viande de cabri (1.28%), de la banane (4.82%), du pois vert (13.92%), du pois sec (6.76%) et de la patate (4.44%).

La progression de l'indice du prix au niveau du groupe "loyer de logement, énergie et eau" est consécutive au prix du gaz propane (2.16%) et du charbon de bois (1.53%).

L'accroissement de l'indice du groupe "transport" résulte exclusivement du renchérissement du transport public (7.14%).

Pour sa part, l'indice des "autres biens et services" doit sa hausse à la variation positive des prix du parfum, eau de toilette (0.72%), de la poudre de toilette (1.97%) et de l'abonnement au téléphone (39.80 %).

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.3663	43.0236
Taux minimum	40.7798	41.7933
Taux moyen bancaire	41.9896	42.4596
Montant des transactions	3.868	4.283

Date de Publication : 15 au 17 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : OÙ EN SONT LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ?

1-Le Ministre des travaux publics transport et communication (TPTC), M.Fritz ADRIEN, intervenant en début de semaine sur une radio de la capitale a laissé entendre que le gouvernement intérimaire ne sera pas en mesure d'achever les différents travaux d'infrastructures routières en cours un peu partout à travers le pays avant la fin de son mandat.

En effet, la route des rails qui était l'une des principales priorités du gouvernement ne sera pas achevée faute de retard enregistré dans le processus de financement du projet.

Les travaux en cour au niveau du tronçon Saint-Marc/Gonaïves vont bon train et le MTPTC espère atteindre la fin des travaux .Le ministre ajoute que les tronçons GONAIVES/CAP, sur la route nationale no1, ils ont un contrat avec la Minustah pour la réparer.

IL a également annoncé la construction d'un échangeur sur la route des rails. Il sera édifié à l'intersection de la route des rails avec la route principale de carrefour.

Pour ce qui est de la route Grand-Goave/Miragoane, le ministre ADRIEN a fait savoir que l'appel concernant ce tronçon est en train d'être analysé avant d'être envoyé à la BID. La route Cap-Haïtien/Ouanaminthe dont le maître d'ouvrage se trouve être l'Union Européenne est actuellement sous analyse.

Sur le cas du plateau central, le ministre a signalé qu'il n'y avait malheureusement pas assez de fonds pour couvrir tous les besoins de cette région en matière d'infrastructures, et de ce fait, ne sera en mesure que de commencer les travaux sur les dix premiers Kms avec l'aide de la Minustah, sortant de la route nationale #1 pour arriver au pied du morne à cabri.

2^{ème} Article

TITRE : LANCEMENT D'UN NOUVEAU PROGRAMME D'APPUI à L'ENVIRONNEMENT

3- Le gouvernement haïtien et le programme des Nations Unis pour le développement (PNUD) ont lancé ce vendredi 15 juillet, un nouveau

programme national d'appui au domaine de l'environnement, dont l'un des objectifs est de contribuer au renforcement institutionnel et au développement d'outils est de contribuer au renforcement institutionnel et au développement d'outils et de programmes en vue de jeter les bases pour une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles dans le pays. Le projet totalise un montant de US\$1.4 millions, sur une période de trois ans, dont la moitié reste à mobiliser. Le PNUD financera sa mise en œuvre à hauteur de US\$700.000 avec un financement disponible de US\$300.000 pour la première année.

En plus de l'appui au renforcement institutionnel, la mise en œuvre de ce programme comprendra deux autres axes prioritaires : la mise en place d'un système d'information sur l'environnement et la vulnérabilité et la mobilisation de ressources financières, le développement de partenariats et de coopération stratégique au niveau national et le renforcement de la collaboration régionale.

Le degré d'extrême vulnérabilité d'Haïti dans le domaine de l'environnement, la dégradation des ressources naturelles est si grave que leurs impacts menacent directement les moyens de production et le cadre de vie des populations. Les relations entre la vulnérabilité environnementale s'avèrent ainsi très étroites.

Pour aider à redresser ces problèmes, en 1999, le PNUD a appuyé le gouvernement d'Haïti dans la définition du plan d'action pour l'environnement qui constitue à date le cadre stratégique principale en matière d'environnement. L'opérationnalisation de ce plan tarde à se faire et se heurte à de nombreuses contraintes, notamment d'ordre institutionnel.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.7636	43.7597
Taux minimum	41.2500	42.2989
Taux moyen bancaire	42.5109	43.0358
Montant des transactions	4.202	5.285

Date de publication : 18 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : PLUS DE 17 MILLE EMPLOIS à LA FRONTIERE

1-Au moment où les officiels du gouvernement Dominicain parlent de déshaitianniser les sources d'emplois sur le territoire dominicain, un projet de construire le plus important complexe touristique à la frontière est en cours.

En effet, l'organisation mondiale du tourisme caresse le projet de construire un complexe touristique d'une capacité de plus de 3500 chambres, sera établi dans un secteur du parc national Jaragua, à proximité de la province frontalière Anse à Pitres/Pedernales et d'autres communautés haïtiennes.

Cette initiative aidera à combattre la pauvreté dans les régions abandonnées de ces pays, ce qui n'empêchera pas à la République Dominicaine de recevoir la plus grande part en investissement.

Une fondation a été créée avec les fonds de la Corée du Sud et des contribuables d'autres pays pour l'étude de ce projet. Mais jusqu'à présent on n'a pas révélé la quantité de fonds disponibles pour la construction du complexe touristique, ni les apports que rendraient les gouvernements dominicains et haïtiens. Il n'a pas été établi non plus sous quelles modalités fonctionnera l'infrastructure en sol dominicain, ni la participation haïtienne et dominicaine à l'intérieur de l'apport financier global envisagé pour les gouvernements étrangers.

En matière environnementale, l'œuvre pourrait être durable. L'organisation mondiale de tourisme étudie l'impact que causerait dans la zone l'établissement du grand complexe d'œuvres touristiques à la frontière que certains considèrent comme étant fragile.

2^{ème} Article

TITRE : VERS L'INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ALERTE RAPIDE EN HAITI

2-La BID a annoncé le week-end écoulé, le décaissement d'un prêt de 5 millions à Haïti pour l'implantation d'un système d'alerte rapide en Haïti en cas d'inondation grâce à des alarmes automatiques dans les communautés situées dans les zones à risque élevé.

Haïti, qui pendant les saisons pluvieuses se trouvent sous la menace constante de graves inondations et de coulées de boues dans ses bassins versants.

Ce prêt aidera à financer un réseau d'observation qui fournira des données précises et disponibles en temps utile sur les inondations potentielles dans 13 bassins versants essentiels. Un système de communication de base, y compris des transmissions par radio et des sirènes, alertera les résidents des localités à propos des situations d'urgence et leur permettra d'avoir plus de temps pour se réfugier sur des hauteurs.

- 1) Le programme fournira une assistance technique aux autorités locales et aux comités de la protection civile afin d'améliorer leur niveau de préparation et de réponse en cas d'inondation.
- 2) Une sensibilisation du public au niveau national et une campagne éducative seront mises en œuvre afin de disséminer les informations sur les risques liés aux catastrophes naturelles et de préparer la population à faire face en cas d'alerte.

CRÉFINMA

Date de publication : 19 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : LANCEMENT DE LA 2^E FOIRE ECOTOURISTIQUE ET DE PRODUCTION

1-La 2^e foire binationale éco touristique et de production se tiendra simultanément du 17 septembre au 2 octobre 2005, à Dajabon et à Ouanaminthe sous le thème de « Préservons nos rivières frontalières ». Organisée par la fondation pour le développement du tourisme alternatif en Haïti (FONDTAH), le ''sant pon ayiti'' et la fondation Ciencia y ARTE avec l'appui des 2 gouvernements, cette 2^e foire promet de surpasser la première.

Cette foire qui met en valeur la diversité et la richesse des valeurs de l'île Quisqueya dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, du tourisme et de la culture est un atout pour les 2 peuples et permet de réunir les 3 catégories sociales : Diaspora, Citoyen et paysannerie.

3^{ème} Article

TITRE : LE GOUVERNEMENT DOMINICAÏN DECIDE DE RECENSER LES ETRANGERS

3-Un programme de recensement permettant de comptabiliser la quantité de migration dans le pays a été annoncé le 19 juillet 05. Le recensement sera fait dans un délai relativement court, afin de doter la pays d'une véritable législation sur la migration.

Le gouvernement dominicaïn est engagée à régler ce problème non seulement des migrants haïtiens, mais de tous les étrangers, situation qui provoque constamment des remous dans l'opinion publique étant donné la campagne de secteurs hypothétiquement nationalistes qui réclament du gouvernement le rapatriement de tous les sans papiers.

.....TAUX DE CHANGE.....

	Achat	Vente
Taux maximum	42.6276	43.0856
Taux minimum	42,2291	42.7135
Taux moyen bancaire	42.4230	42.9327
Montant des transactions	3.574	2.979

Date de publication : 20 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : LE PRESIDENT DE LA BID EN VISITE EN HAITI

1-Le président de la Banque Interaméricaine de développement (BID) M.Enrique IGLESIAS, sera dans nos murs le jeudi 21 juillet 05. Au cours de cette visite,

M. IGLESIAS rencontrera le président de la république, le premier ministre et même le conseil des ministres.

Le responsable de la BID viendra surtout pour signer un paquet de contrats avec le gouvernement haïtien estimé à 150.000.000 de dollars américains.

Ces fonds vont servir à l'érection de centres civico-administratifs, dans tous les chefs-lieux des départements. En regard de la situation de délabrement de l'administration de l'état dans les villes de province, le financement de ces projets devient une nécessité aux dires du ministre des finances.

Le projet d'assainissement de beaucoup de ville de province, la formation professionnelle sont de la liste de nombreux projets qui vont faire l'objet de ces contrats avec la BID.

2^{ème} Article

TITRE : LA COMMISSION EUROPEENNE DEBLOQUE UNE AIDE POUR HAITI

2-La commission européenne a octroyé 13.9 millions d'euros d'aide humanitaire pour essayer de trouver une solution à la crise socio-économique qui secoue le pays et également pour soulager les victimes des catastrophes naturelles ayant touché Haïti en 2004 et déjà cette année.

De novembre 2004 à avril 2005, le sud du pays a connu une sécheresse qui a sévèrement affecté les récoltes de fin d'année, augmentant encore la vulnérabilité des ménages ruraux, qui dépendent exclusivement de l'agriculture pour leur survie.

.....TAUX DE CHANGE.....

	Achat	Vente
Taux maximum	42.6969	43.1824
Taux minimum	41.2727	42.7177
Taux moyen bancaire	42.3601	42.8239
Montants des transactions	4.484	4.173

Date de publication : 21 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : UN PRET DE \$27.1 MILLIONS APPROUVÉ PAR LA BID AU PROFIT DE L'AGRICULTURE HAITIENNE.

- 1- Un prêt concessionnel de la Banque Interaméricaine de développement à Haïti de \$ 27.1 millions financera un projet qui permettra à quelque 10000 familles rurales d'intensifier et de diversifier leurs pratiques culturelles de manière à augmenter leurs revenus, de conserver les sols et les ressources hydriques, ainsi qu'à réduire les risques d'inondations et de coulées de boue dans un bassin versant clé.

Le projet sera réalisé dans le bassin versant Ennery-Quinte, sur les flancs de coteaux au nord des Gonaïves. Cette zone a été le point d'origine de la plupart des inondations dévastatrices qui ont tué des milliers de personnes en septembre 2004 à la suite de l'ouragan Jeanne.

Ce projet sera exécuté par le ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), financera le transfert de technologies agricoles et de techniques de protection de bassin versant ayant fait leurs preuves en Haïti. Il permettra également de remettre en état les systèmes d'irrigation à petite échelle et de renforcer les associations de producteurs et celles d'utilisateurs d'eau.

Le projet Ennery-Quinte viendra compléter un programme d'identification agricole dans la vallée contiguë de l'Artibonite. Ce programme connu sous l'acronyme français PIA, est soutenu par un prêt de la BID de 41.9 millions.

Le soutien de la BID à Haïti

La banque interaméricaine de développement à le plus grand portefeuille de prêts en exécution en Haïti. En réponse aux besoins en évolution d'Haïti et afin d'accélérer l'exécution du programme et les décaissements, la BID a simplifié ses procédures, accru sa flexibilité et renforcé son bureau à P-au-P. La BID appuie également les réformes de finances publiques afin d'accroître les recettes publiques et d'améliorer l'efficacité et la transparence dans le secteur public.

Elle appuie également des programmes dans les secteurs tels que les transports, le développement rural, la gestion de l'environnement, l'épanouissement des enfants précoces, la distribution de l'eau et l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises. Elle coordonne étroitement ses activités avec les agences des pays donateurs et les institutions multilatérales appuyant le cadre de coopération intermédiaire, stratégie

d'Haïti visant à examiner ses problèmes urgents politiques, économiques et sociaux pendant la période de transition.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.4728	42.9676
Taux minimum	41.5000	42.6370
Taux moyen bancaire	42.3736	42.7187
Montants des transactions	3.993	4.961

CREFINMA

Date de publication : 22 au 24 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : LA BID ACCORDE 162.1 MILLIONS à HAITI POUR DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

1-Le jeudi 21 juillet, le ministre haïtien de l'économie et des finances, Henri BAZIN, et le président de la banque interaméricaine de développement (BID), Enrique v.IGLESIAS ont signé six contrats de prêts d'une valeur de 162.1 millions pour financer des voûtes rurales, le réaménagement de centres urbains, un système d'alerte précoce en cas d'inondation, l'agriculture et la gouvernance économique.

M.IGLESIAS qui est à sa cinquième visite en Haïti en tant que Président de la BID a déclaré que la signature de ces contrats est une nouvelle démarche venant concrétiser l'engagement pris par la BID, lors de la conférence des bailleurs de fonds tenue à WHASHINGTON en juillet 2004. Selon lui, ces projets sont la preuve de l'engagement de la BID à apporter son aide non seulement pour les besoins urgents économique et sociaux en matière de développement, mais aussi pour la consolidation des institutions clefs économiques et sociales.

Pour lui, ces projets permettront de créer les fondements nécessaires au progrès économique à long terme et à la justice sociale pour le peuple d'Haïti.

2^{ème} Article

TITRE : LES PERSPECTIVES DE L'AAN ET LA TAXE DE 25 DOLLARS

2-La taxe de 25 dollars américains, non encore officielle réclamée par les autorités aéroportuaires haïtiennes pour tout voyageur utilisant les services d'un aéroport international haïtien ne fait pas l'unanimité. On pourra même retenir qu'il a provoqué un tas de commentaires de la part des voyageurs, les principaux concernés dans cette affaire.

Dans le souci d'informer la population et faire valoir le bien-fondé d'une telle idée, le directeur général de l'autorité aéroportuaire nationale (AAN) M. Lionel ISAAC précise la répartition des 25 dollars américains et son utilité pour le pays. Il raconte que dans le texte qui lui a été communiqué il mentionne 8 dollars devraient appartenir à l'AAN, 7 à l'office national de l'aviation civile (OFNAC) et 10 dollars seraient réservés au développement de la structure aéroportuaire nationale puisque l'OFNAC est l'institution désignée par l'état pour superviser à l'aéroport tout ce qui concerne la sûreté, la sécurité.

En décembre de l'année dernière la TSA (transportation safety administration) avait mis à l'index les conditions de sûreté à l'aéroport .Ainsi l'état s'assure par le biais de l'OFNAC que les mesures de sécurité en vigueur sont appliquées conventionnellement dans les aéroport, l'AAN lui-même est responsable de garantir le confort des passagers.

Un projet ambitieux pour l'aéroport international Toussaint Louverture.

Deux passerelles télescopiques seront construites pour 800000 passagers fréquentant l'aéroport annuellement de circuler avec leurs bagages dans l'aire de stationnement. Dans un programme qui sera financé par la BID afin de réparer la piste. Le problème de capacité figure parmi les contraintes majeures auxquelles fait face l'aéroport.

Pour apporter une solution, M.ISAAC compte créer des voies de roulement parallèles qui permettraient d'augmenter la capacité de la piste. Cette dernière, assez limitée fera l'objet d'une organisation spéciale pour permettre à un plus grand nombre d'avions d'atterrir. Des travaux visant l'aplanissement d'une partie de la colline située au sud de l'aéroport sont en voie d'exécution. A terme, cette réalisation permettra aux opérateurs de la tour de contrôle d'avoir une vision nette de la pointe sud de la piste.

En ce qui concerne la sécurité des avions survolant la zone de cité soleil,le Directeur de l'AAN s'est montré assez prudent en laissant comprendre que la sécurité en dehors de l'aéroport ne concerne pas directement son institution mais relève plutôt de la sécurité nationale.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.5962	43.0664
Taux minimum	41.2893	42.5563
Taux moyen bancaire	42.2444	42.7227
Montant des transactions	3.008	4.006

Date de publication : 25 juillet 2005

1er Article

TITRE : LE CANADA VEUT HONORER SES ENGAGEMENTS ENVERS HAÏTI

1-La ministre canadienne de la coopération internationale, Mme Aileen CAROLL est arrivée dans la capitale haïtienne le vendredi 22 juillet 05 pour une visite de 72 hres. Au cours de cette visite, qui entre dans le cadre du processus de renforcement de la coopération canado-haïtienne à la lumière du CCI, elle a rencontré des autorités et visité les responsables de projets de l'agence canadienne de développement international (ACDI) en Haïti notamment dans les domaines du micro crédit et de l'énergie.

Mme CAROLL a aussi annoncé une série de mesures financées par l'ACDI visant une amélioration des conditions de vie de la population haïtienne et dont le montant s'élève à 180 millions de dollars. Ce faisant, le gouvernement du Canada entend appuyer les autorités intérimaires dans leur souci de mettre le pays sur les rails du développement en honorant la promesse d'Ottawa, de contribuer à hauteur de 180 millions de dollars américains dans des projets sociaux et humanitaires en vue de répondre aux besoins prioritaires du peuple Haïtien.

Le Canada s'était en effet engagé, à la conférence internationale des donateurs pour Haïti qui a eu lieu à Washington les 19 et 20 juillet 04, à verser plus de 180 millions de dollars dans le cadre des efforts internationaux pour assurer la reconstruction d'Haïti.

Selon les informations en Haïti, l'octroi des fonds annoncés sera reparti ainsi :

- 15 millions de dollars sur dix ans : soutien à un réseau de plus de 60 caisses de coopératives d'épargne et de crédit haïtienne afin d'établir un cadre juridique et réglementaire pour ce secteur d'activité et d'en assurer la saine gestion.
- 10 millions de dollars sur sept ans : réhabilitation du bassin de la rivière de l'artibonite le long de la frontière entre Haïti et la République Dominicaine.
- Plus de 6 millions de dollars sur cinq ans : promotion et mise en œuvre.
- 5 millions de dollars sur quatre ans : réalisation d'activités de réhabilitation et de construction d'infrastructures communautaires et économiques génératrices d'emplois.
- Plus de 3.6 millions de dollars sur cinq ans : appui à la gouvernance locale au Moyen d'activités visant à maintenir et à régénérer l'écosystème fragile de la Région du nord-est en vertu d'une initiative du programme des Nations Unis pour le

développement financée en partie par le fonds d'équipement des Nations Unis.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.6167	42.9960
Taux minimum	41.5193	42.4970
Taux moyen bancaire	42.22629	42.6861
Montant des transactions	—	4,654

CREFINVA

Date de publication :26 juillet 2005

1^{er} Article

TITRE : LE CANADA ET LE PNUD SIGNENT UN ACCORD D'APPUI à LA GOUVERNANCE AU PROFIT DU NORD-EST.

1-Le gouvernement du Canada et le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), représentés respectivement par le chef de la coopération canadienne en Haïti, M. François MONTOUR et le représentant résident des Nations Unies en Haïti, M. Adama GUINDO, ont paraphé ce mardi au KARIBE CONVENTION CENTER un rapport de financement d'un projet d'un montant de 2.8 millions de dollars.

Ce montant viendra compléter le budget du deuxième volet de ce projet qui bénéficie également d'une contribution du FENU de 2.5 millions de dollars pour la période 2005-2009.

Ce financement de l'ACDI rentre dans le cadre d'une assistance de l'agence canadienne pour le développement international (ACDI) à l'extension d'un projet du PNUD et du Fonds des Nations Unies (FENU). Ce projet a déjà fait ses preuves durant les cinq dernières années. Il a en effet contribué à réduire la pauvreté en améliorant l'accès aux services collectifs de base et aux ressources productives auprès de 100 mille habitants repartis dans quatre communes frontalières du nord-est d'Haïti, à savoir Capotille, Ouanaminthe, Mont Organisé et Carice.

Ce protocole d'entente conclu entre le PNUD et le Canada permettra d'étendre le projet dans quatre autres communes sur treize de ce même département. Ce qui permettra d'accroître la durabilité du processus par la consolidation des actions de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de planification participative et de bonne gouvernance par la restauration et la valorisation de l'environnement dans les zones de production, la diversification économique et l'amélioration de petites infrastructures de base. Le nombre de bénéficiaires passera ainsi de 100,000 à 200,000 habitants.

.....TAUX DE CHANGE.....

	Achat	Vente
Taux maximum	42.4840	43.0000
Taux minimum	41.2499	42.2727
Taux moyen bancaire	42.2243	42.5774
Montant des transactions	3.388	3.513

Date de publication : 27 juillet 2005

1er Article

TITRE : L'IPC DU MOIS DE JUIN 2005 à LA LUMIÈRE DE LA NOUVELLE BASE 100 EN AOUT 2004.

1-Au cours du mois de juin 2005, l'indice des prix à la consommation (base 100 en août 2004) se chiffre à 113.71 contre 112.31 le mois précédent accusant ainsi une hausse mensuelle de 1.25% et un glissement annuel de 14.47%, selon les dernières informations publiées par l'IHSI. Cet accroissement mensuel est dû au comportement à la hausse des fonctions de consommations "Alimentation, Boisson et Tabac" (1.61%), "Transport" (1.42%), "Loisirs, Spectacles, Enseignement et culture" (1.55%) et "Autres Biens et services" (1.12%).

L'augmentation de l'indice de la fonction "Alimentation, Boissons et Tabac" provient particulièrement des postes riz (0.99%), poissons frais (1.98%), pois sec (17.41%), poireau (14.21%), oignon (28.75%), tomate (21.46%), igname (4.39%) et patate (8.36%).

Le gonflement de l'indice du "transport" est surtout lié aux postes bicyclette, essence et gasoil et transport public qui ont renchéri respectivement de 1.98%, 1.06% et 1.45%.

La variation positive observée au niveau de la fonction de consommation "Loisirs, Spectacles, Enseignement et Culture" résulte principalement du cinéma dont le prix de la séance a subi une augmentation de 7.89%.

La progression de l'indice des "Autres Biens et Services" tient essentiellement au prix des soins esthétiques (5.87%) et de la montre (10.36%).

Les particularités du nouvel IPC

En attendant la sortie prochaine du dépliant de l'IPC et du document complet de la nouvelle base qui contiennent plus de détails, on notera que la rubrique du mois de juin comprend quelques nouveautés tels que :

- La ventilation de l'IPC national en IPC des produits locaux et IPC des produits importés.
- La publication de l'indice général par grande région géographique.
- En ce qui a trait encore aux particularités de ce nouveau document, la DES signale également que le rythme d'augmentation de l'IPC 100 en août 2004 est relativement plus prononcé que celui de novembre 1996, notamment à partir du mois d'avril 2005.
- Le nouveau panier compte 140 produits contre 136 pour l'ancien. De plus, certaines fonctions de consommation qui étaient déjà très importantes dans l'ancienne structure de consommation des

ménages ont vu leur poids augmenter dans la nouvelle structure de pondération.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.36680	42.7331
Taux minimum	41.2544	41.8070
Taux moyen bancaire	42.1873	42.6334
Montant des transactions	3.617	4.141

CREFINMA

Date de publication : 28 juillet 2005

1er Article

TITRE : CCI : MISE EN ŒUVRE, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

1-Atelier de réflexion organisé au “KARIBE CONVENTION CENTER”, le mercredi 27 juillet 05, pour les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du cadre de coopération intérimaire sont intervenus afin de mettre en relief certaines réalisations, identifier des contraintes et esquisser des perspectives. Cet atelier est déroulé en présence d’une kyrielle de représentants de la communauté internationale, de la société civile et de la classe politique haïtienne.

Dans son approche pour dresser un bilan du CCI, Hervey Sylvain du COCCI s’est livré à un diagnostic en énumérant les stratégies, les grands objectifs identifiés, les ressources mobilisées, les moyens mis en œuvre pour aboutir à un contrat.

La faiblesse des institutions de l’état avait provoqué une sorte de délaissement de la part de la communauté internationale précisément du côté des principaux bailleurs de fonds.

M. Hervey SYLVAIN a dit constater dans la période précédent le CCI un mouvement d’abandon des cadres de l’administration publique vers les ONG qui offre un cadre rémunérateur plus favorable et du fait même que l’aide internationale durant les dix dernières années était canalisée vers les ONG, qui avaient une capacité d’attraction très forte.

Il a indiqué qu’au rythme des décaissement actuels qui semble atteindre leur vitesse de croisière, le pays peut espérer jusqu’à 500millions de dollars d’ici la fin du mois d’août, ce qui mettrait le montant total aux environs des 50%.Il a fait remarquer un changement de rythme de la part de certains bailleurs après la rencontre de cayenne.

Un mécanisme de mise en œuvre, d’exécution et de suivi du CCI a été mis en place avec les nouveaux moyens obtenus de la coopération internationale.

2^{ème} Article

Titre : EFFORTS CONJUGUÉS DE LA BANQUE MONDIALE ET DU PNUD

2-Fonds-Verrettes, bourg sévèrement ravagé par les inondations consécutives aux intempéries qui ont frappé la région du sud-est d'Haïti en mai 2004, bénéficie d'un financement d'un montant d'un million de dollars américains dans le cadre du programme LICUS de la banque mondiale dont la gestion a été confiée au programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en appui aux efforts de reconstruction et de réhabilitation entrepris dans cette zone.

Les fonds alloués par la banque mondiale ont permis d'engager des activités de reconstruction et de réhabilitation du cadre de vie des habitants de la commune de Fonds-Verrettes sur le court et le long terme. Les projets identifiés dans ce cadre concernent les domaines de l'habitat, du reboisement et de la conservation des sols ainsi que la mise en place d'un système d'alerte précoce. Ces projets sont tous basés sur la participation communautaire.

Pour la mise en œuvre des activités programmées, deux contrats viennent d'être signés entre le PNUD et les organisations OIM (organisation internationale pour la migration) et FACN (fédération des associations caféières natives) qui s'assureront sur le terrain de la mise en œuvre des projets. Dans le secteur de l'habitat, l'OIM, en coordination avec le bureau Intersectoriel d'appui aux municipalités du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, supervisera l'auto construction de 90 logements pour les familles sinistrées, l'assainissement par l'auto construction de 90 latrines, l'adduction d'eau par la construction de citernes et bornes fontaines, la construction d'un centre communautaire qui servira de refuge en cas d'alerte.

Dans le secteur du reboisement et de la conservation des sols, un projet de plantation de bambou sera exécuté par la FACN, en coordination avec le ministère de l'agriculture des ressources naturelles et du développement rural, qui comprendra la mise en place d'une pépinière de 65000 plantules, le traitement 100km de ravine, la plantation de 90 hectares de bambouseraie et la formation de 400agriculteurs.

3^{ème} Article

Titre : LA DGI TIENDRA SON ASSEMBLÉE GENERALE à PORT-DE-PAIX

3-Les 10, 12,13 août 05, la métropole du nord-ouest accueillera la septième assemblée générale annuelle de la Direction Général des Impôts. A cette occasion, les directeurs régionaux et centraux de cette institution publique feront le bilan des travaux réalisés au cours de l'année fiscale 2004-2005.

Les responsables de l'institution profiteront également de ces assises pour faire le point sur un certain nombre d'innovations apportées dans divers domaines de la vie nationale, ainsi que les grandes orientations de l'administration fiscale en matière de perspectives pour l'année 2005-2006.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.4405	42.8407
Taux minimum	41.7680	42.5499
Taux moyen bancaire	42.2225	42.6277
Montant des transactions	3.510	2.089

1er Article

Titre : LES ECHANGES TRANSFRONTALIERS DE LA FILIERE CAFÉ

1-Le laboratoire des relations haitiano-dominicain réunissant des institutions comme interentreprises (INESA), l'institut de recherche et d'application des méthodes de développement (IRAM) etc., le centre de recherche et d'études historiques et sociales (CREHSO) et le PRODIG au cours d'un forum organisé au local de la INESA, a présenté le rapport provisoire de l'Analyse de la filière d'exportation informelle de café d'Haïti vers la République Dominicaine.

Réalisé sur une période de 3 mois et financé par la commission européenne, ce rapport, après avoir retracé les grandes tendances et les liens existants depuis ces 20 dernières années entre le secteur café haïtien et celui de la république voisine a mis en exergue l'importance des échanges de ce produit à travers les circuits transfrontaliers. Cette étude du LAREHDO vise deux objectifs principaux : mieux connaître ce circuit d'exportation en terme quantitatif et qualitatif ; initier une réflexion avec les acteurs du secteur sur les mesures à prendre pour mieux valoriser ce débouché.

Selon les rapports, de l'analyse présentée par M.Gilles DAMAIS de l'IRAM, sur les dernières années, entre 60 à 160 mille sacs de café de 60 kilos passent la frontière annuellement. Si on se réfère à la campagne 2004-2005 en cours, cela donne un montant d'au moins 15 millions de dollars US de café exporté informellement d'Haïti vers la république voisine, qui rappelle que ces trafics échappent complètement aux statistiques officielles de la banque centrale haïtienne qui annonce depuis plusieurs années des chiffres nettement inférieurs, 3 ou 4 millions de dollars d'exportation de café vers la république voisine.

L'origine de ce café et les types de café sont écoulés

La moitié du volume de café exporté provient du sud-est d'Haïti, un quart de la Grande Anse et 20% de la région de baptiste et le reste du nord-est et du nord.

Les formes sous lesquelles le café est vendu à frontière sont très variables et dépendent plus de l'offre que de la demande. Ce peut-être du café pilé, séché en cerise, du café lavé, décortiqué et séché, du café dépulpe, fermenté, lavé, non séché, du café dépulpe non lavé, etc.

Les facteurs qui déterminent ces échanges

Trois facteurs fondamentaux sont à la base de ce circuit d'échange, il s'agit :

- 1) de la situation du secteur café dominicain qui connaît une baisse en surface plantée, une baisse de rendement, occasionnant une baisse de l'offre sur les 30 dernières années.
- 2) Du contrat avec Porto Rico, la RD a réussi, durant les trois à quatre dernières années à capter un marché à l'exportation vers Porto Rico de 100 mille sacs de café l'an ce qui a provoqué une demande supplémentaire de café semi torréfié et une augmentation doublée de leur exportation pour ces dernières années.
- 3) Du rapport du prix
En RD, le marché intérieur est contrôlé à 90% par une seule firme, la INDUBAN Qui, pour maintenir son monopole, pratique depuis plusieurs années une politique de prix élevé. En achetant ainsi à un prix beaucoup plus élevé que celui du marché, elle empêche à certaines autres firmes de rentrer sur le marché. Compte tenu de la proximité et des multiples faiblesses du marché haïtien, ces prix intérieurs élevés dominicains vont se répercuter sur Haïti à travers la filière d'exportation.

Ces derniers forment une pyramide où l'on trouve au sommet les usines de la compagnie dominicaine INDUBAN. Cette dernière fonctionne avec une trentaine d'intermédiaires dominicains repartis sur toute la frontière essentiellement dans la zone des Pedernales. Ces intermédiaires dominicains recrutent et financent tout un réseau d'intermédiaire haïtiens qui vont acheter le café aux producteurs haïtiens.

La vente de café haïtien en RD n'est pas un phénomène conjoncturel, c'est une tendance à caractère structurelle et durable. Les effets ont été fortement ressentis cette année essentiellement parce que les prix ont beaucoup augmenté du fait de la hausse du prix du café sur le marché mondial.

Cette filière procure des avantages certains aux producteurs pas seulement en termes de prix mais aussi en terme de cash et de souplesse. Car les intermédiaires dominicains qui achètent aux Haïtiens payent tout de suite et quelles que soient la forme ou la qualité de leur café.

.....TAUX DE CHANGE.....		
	Achat	Vente
Taux maximum	42.5595	43.2867
Taux minimum	40.2154	41.1045
Taux moyen bancaire	42.1197	42.7659
Montant des transactions	3.676	3.313

CRÉDIT